

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1919.

Projet de Loi

établissant une dotation au profit des combattants
de la Guerre de 1914-1918 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PIRMEZ.

MESSIEURS,

C'est un devoir pour la Nation de témoigner sa reconnaissance à tous les militaires qui ont contribué à la libération du pays. Ce témoignage ne sera jamais suffisamment important, car sans avoir vécu au milieu des soldats, on ne pourra jamais se rendre compte de l'héroïsme qu'ils ont montré pendant plus de quatre années. Les soldats belges plus que ceux d'autres nations ont souffert, car on ne peut oublier qu'ils n'avaient point le grand réconfort de revoir leur famille et de rentrer de temps en temps chez eux. Le témoignage de reconnaissance de la Patrie ne peut être limité que par les ressources dont la Nation disposera.

Le projet de loi déposé par M. le Ministre de la Guerre veut donner à ce témoignage de reconnaissance une forme pratique, aussi a-t-il été approuvé dans toutes les sections.

Le projet se divise en deux parties bien distinctes. Dans son titre I^{er}, il accorde à tous les militaires de rang subalterne, présents sous les armes à une date antérieure au 11 novembre 1918, une allocation de famille. Cette allocation est de 300 francs, plus, si le militaire est marié et père de famille, une somme de 100 francs à verser sur un livret de la Caisse d'épargne, à chacun de ses enfants légitimes, nés ou à naître, à l'exclusion de ceux âgés de 18 ans accomplis à la date du 11 novembre 1918.

(1) Projet de loi, n° 62.

(2) La Section centrale, présidée par M. MECHelynck, était composée de MM. IMPÉRIAL, FIEULLIEN, DE LIEDEKERKE, TERLINDEN, PIRMEZ, LEFEBVRE.

Dans son titre II, le projet accorde aux militaires de tous rangs, présents sous les armes à une date antérieure au 11 novembre 1918, une rente viagère à raison de leurs chevrons de front.

Cette rente est de 100 francs par an pour le 1^{er} chevron et 50 francs pour les autres chevrons. En cas de décès, cette rente est transmissible d'après certaines conditions.

Le Gouvernement voulant rendre hommage aux infirmières militaires, les avantages du projet leur sont octroyés aux mêmes titres qu'aux militaires.

La division du projet en deux parties s'explique facilement. D'une part, on a voulu témoigner la reconnaissance du pays à tous les militaires de rang subalterne qui ont accompli leur devoir.

Ensuite, on a voulu récompenser les militaires de tous grades qui par leur présence au front ont particulièrement exposé leur vie.

ARTICLE PREMIER. — La Section centrale a demandé quels étaient les autres avantages auquel il était fait allusion.

Il a été répondu comme suit :

» *Avantages accordés au moment de la démobilisation, autres que ceux prévus par le projet de loi.*

» 1^o a) Pour les militaires soldés :

» Les allocations dues pendant la durée du congé avec solde accordé aux intéressés et comprenant :

» La solde ordinaire, le supplément de solde, l'indemnité de logement et nourriture, l'indemnité spéciale en Belgique ou à l'étranger, les hautes paies pour chevrons d'ancienneté, chevrons de front et décoration militaire, éventuellement, l'indemnité pour charge de famille jusques et y compris la veille du jour fixé pour le congédiement ou le congé illimité sauf rappel.

» La haute paie de guerre due jusqu'à la même date est versée au carnet de pécule des intéressés.

» b) Pour les militaires salariés :

» Le salaire journalier, les primes normalement prévues pour l'intéressé, les hautes paies pour chevrons d'ancienneté, chevrons de front et décoration militaire, éventuellement, l'indemnité pour charge de famille jusques et y compris la veille du jour fixé pour le congédiement ou le congé illimité sauf rappel.

» 2^o Pour les classes de 1899 à 1902 inclusivement ; une indemnité de licenciement de 50 francs : cette indemnité est majorée de 25 francs par année de service accomplie en temps de guerre. Les fractions d'années inférieures à six mois ne seront pas comptées, celles de six mois et plus comptent pour une année.

» L'indemnité de 50 francs, dont il est question ci-dessus, a été portée à 100 francs pour les classes de 1903, 1904, 1905 et 1906. Les universitaires ne reçoivent pas cette indemnité.

» 3^o Le montant du carnet de pécule, qui est d'environ 400 francs, pour chacun des militaires restés à l'armée de campagne depuis le début des hostilités,

» 4° Une indemnité de 200 francs pour achat d'effets civils.

» *Officiers.* — La question de l'octroi d'une indemnité de sortie de campagne à allouer aux officiers est actuellement à l'étude. »

ART. 2. — La Section centrale propose de le rédiger comme suit :

L'allocation sera de 300 francs. | Het aandeel bedraagt 300 frank.

ART. 4. — La Section centrale a demandé pourquoi l'âge de 40 ans avait été choisi pour payer l'allocation aux célibataires.

Le Ministre a répondu :

« *Motifs du paiement à 40 ans de l'allocation de famille aux célibataires ;*

» Le texte de l'article 4 élucide suffisamment l'intention qui a présidé à l'élaboration de cette disposition. C'est un motif d'ordre moral, qui pour les célibataires, a fait reporter à l'âge de 40 ans la date d'exigibilité de l'allocation.

» L'allocation de 300 francs est payable, en cas de mariage avant l'âge ci-dessus, dans le mois suivant la célébration de l'hyménée. Par le fait, cette somme devient en quelque sorte une indemnité de premier établissement, dont la perspective peut pousser l'homme à contracter union. Si l'état de célibat persiste, les 300 francs ne seront payés qu'à l'âge de 40 ans. Il dépend donc de la volonté de l'ayant-droit de toucher le montant de son allocation avant cette époque. »

La Section centrale estime que 35 ans pourrait être mis au lieu de 40 ans. Il semble qu'après cet âge la perspective d'une somme de 300 francs ne puisse pas être un motif pour pousser l'homme à contracter une union.

ART. 5. — La Section centrale a posé la question suivante :

« Pour quels motifs les infirmières restées en Belgique et qui ont soigné les blessés durant toute la campagne ne sont elles pas visées à l'article 5 ?

R. — « Le Gouvernement tout en rendant hommage au dévouement de ces infirmières bénévoles, ne peut songer à les faire émarger au budget de l'État. Il n'a en vue que les infirmières immatriculées au service de l'armée, et non pas celles qui se sont consacrées à des œuvres privées. Les initiatives particulières doivent conserver leur caractère spécial, bien distinct de celui qui est attribué aux œuvres de l'État.

» Pour gouverne, il y a à l'armée environ 750 infirmières. »

La Section se rallie à cette manière de voir.

ART. 7. — La Section centrale propose de rédiger le dernier paragraphe comme suit :

A défaut de la veuve et de postérité, l'allocation sera recueillie par les ascendants les plus proches en degré.

Bij ontstentenis van de weduwe en van afstammelingen, wordt het aandeel ongetrokken door de in de graad bloedverwanten in de opgaande linie.

Cette modification a pour but de mettre l'article 7 en concordance avec le dernier paragraphe de l'article 6.

TITRE II.

ART 9. — La section centrale a posé la question suivante :

Quelle est l'augmentation du capital qui serait nécessaire pour porter l'entrée en jouissance de la rente de chevrons à 50 ans?

Il a été répondu comme suit :

Augmentation du capital qui serait nécessaire pour porter l'entrée en jouissance de la rente des chevrons à 50 ans.

Le calcul des charges budgétaires approximatives a été fait pour l'entrée en jouissance à l'âge de 50, 55, 60 et 65 ans.

Voici en effet l'exposé de la question, tel qu'il a été fait par le service de la Caisse d'épargne :

« Afin de pouvoir évaluer la charge approximative que ferait peser sur la nation la réalisation de ce programme, il a fallu fixer des données moyennes de base. Il a été supposé que la rente moyenne de chevrons serait de 325 francs par an et que l'âge moyen actuel des militaires était de 27 ans, celui de la femme lui étant inférieur, suivant la norme, de 2 à 3 ans.

» Dans ces conditions, le coût actuel du service des rentes personnelles serait en moyenne de fr. 1,680, fr. 1,150, fr. 745, fr. 445 par militaire (célibataire ou marié) suivant que l'entrée en jouissance serait fixée à 50, 55, 60 ou 65 ans. Le prix des rentes de famille serait de fr. 1,070 par militaire actuellement marié.

» Si les données ci-dessus sont admises et si l'on fixe à 200,000 le nombre des militaires qui seront rendus titulaires de la rente personnelle à 55 ans, par exemple, et à 60,000 le nombre d'entr'eux qui étaient mariés au 11 novembre 1918, la charge du chef des rentes de chevrons serait de :

$$\begin{array}{rcl} 1,150 \times 200,000 & = & 230,000,000 \text{ francs} \\ 1,070 \times 60,000 & = & 64,200,000 \text{ »} \\ \hline & & 294,200,000 \text{ francs.} \end{array}$$

» La détermination du montant exact du versement à effectuer exigerait l'établissement d'un état mentionnant pour chaque soldat sa date de nais-

sance, le montant de la rente à constituer, et, éventuellement la date de naissance de sa femme.

» Les cas des veufs avec enfants seraient traités à part ».

» L'augmentation de capital, nécessaire pour porter l'entrée en jouissance de la rente des chevrons serait de (1680-1150) 200,000, soit 106 millions. »

Cette question avait été soulevée, les membres de la section centrale estimant que l'âge de 55 ans est trop élevé pour ceux qui, pendant quatre années ont subi toutes les misères d'une campagne dans un terrain marécageux et des logements insalubres.

Il est évident que beaucoup de militaires ressentiront avant l'âge de 55 ans les conséquences de cette dure existence. Monsieur le Ministre y a certes pensé en déposant le présent projet de loi, mais il n'a pas osé proposer 50 ans en présence des conséquences financières.

La section centrale, après avoir étudié la question sous toutes ses faces, propose de tenir compte du nombre des chevrons pour fixer l'entrée en jouissance de la rente; elle propose de libeller l'article 9 comme suit :

Cette rente sera de 100 francs par an pour le premier chevron et de 50 francs pour les autres. Elle prendra cours pour les militaires ayant un, deux, trois ou quatre chevrons, à partir du jour où le militaire en service, ou ayant quitté le service, aura atteint l'âge de 55 ans. Pour les militaires ayant 5, 6, 7 ou 8 chevrons, à partir du jour où le militaire en service, ou ayant quitté l'armée, aura atteint 50 ans. Pour les infirmes, la rente sera payable à l'âge de 55 ans, quel que soit le nombre de chevrons.

De rente bedraagt 100 frank per jaar voor de eerste dienststreep en 50 frank voor de andere; voor de militairen met een, twee, drie of vier dienststrepen loopt zij vanaf den dag waarop de militair in dienst of uit dienst den leeftijd van 55 heeft bereikt;

Voor de militairen met vijf, zes, zeren of acht dienststrepen, vanaf den dag waarop de militair in dienst of uit dienst den leeftijd van 50 jaar heeft bereikt.

Cet amendement s'explique parce que les conséquences désastreuses de la guerre se feront sentir d'autant plus tôt par le militaire, qu'il aura d'avantage souffert de l'insalubrité de la vie du front.

Pour les infirmières, la section centrale estime que l'entrée en jouissance doit être fixée uniformément à 55 ans, car on ne peut invoquer en leur faveur les conditions d'existence anti-hygiéniques dont nos soldats du front ont souffert et dont ils ressentiront plus tôt qu'elles les conséquences.

Cette solution tient aussi à la fois compte des devoirs de reconnaissance de la Nation vis-à-vis de ses libérateurs et des ressources dont elle dispose pour s'acquitter de ses obligations vis-à-vis d'eux.

ART. 16. — La Section centrale propose de rédiger cet article comme suit :

Si l'infirmière est décédée pendant la campagne des suites de blessure ou de maladie contractée dans le service, ses enfants jusqu'à l'âge de 18 ans bénéficieront de la rente, celle-ci sera toujours calculée suivant le nombre de 8 chevrons.

Is de ziekenverpleegster tijdens den veldtocht aan de gevolgen van verwondingen of van in den dienst opgedane ziekte overleden, dan trekken de kinderen de rente tot op den leeftijd van 18 jaar. Deze rente wordt altijd berekend naar het getal van acht dienststrepen.

Cette modification est proposée pour éviter toute fausse interprétation.

ART. 21. — La Section centrale a demandé à M. le Ministre pourquoi la date du 20 janvier 1920 avait été choisie.

M. le Ministre a donné comme motif qu'il y a lieu de reporter sur l'exercice budgétaire de 1920 les charges résultant des différentes allocations et rentes prévues au projet.

ART. 22. — L'article 27 de la loi du 24 mai 1838 sur les pensions est libellé comme suit :

« ART. 27. — Le droit à l'obtention ou à la jouissance des pensions militaires est suspendu :

« Par la condamnation à une peine afflictive ou infamante, pendant la durée de la peine ;

« Par les circonstances qui font perdre la qualité de Belge, pendant la privation de cette qualité ;

« Pour les officiers, par la résidence hors du royaume, sans l'autorisation du Roi (1). »

ART. 23. — La Section centrale aurait voulu prendre connaissance de l'arrêté royal déterminant les conditions dans lesquelles seront attribués les chevrons de front donnant droit à la rente viagère prévue au titre II, car elle estime que les conditions ne devraient pas être laissées à un arrêté royal, mais qu'elles devraient être inscrites dans la loi. Il est certain que cet arrêté royal donnera lieu à beaucoup de discussions et aurait peut-être permis à la Section centrale de modifier le taux des rentes suivant que l'arrêté royal serait plus ou moins large dans l'octroi des chevrons.

D'autre part, il ne faudrait pas que des arrêtés royaux ultérieurs puissent modifier l'esprit de la loi actuelle, en attribuant des chevrons de façon à ne pas faire une démarcation suffisante entre ceux qui ont fait effectivement la campagne aux postes dangereux et ceux qui ne l'ont pas fait.

(1) En vertu de la loi du 7 mars 1867, ce dernier alinéa n'est plus applicable qu'aux pensionnaires qui se trouvent sous le coup d'une condamnation à la peine d'emprisonnement.

Malgré ses demandes, la Section centrale n'a pu obtenir en communication l'arrêté royal prévu.

Dans ces conditions, la Section centrale propose de rédiger l'art. 23 comme suit :

Une *loi* déterminera les conditions dans lesquelles seront attribués les chevrons de front donnant droit à la rente viagère prévue au titre II.

Un *arrêté royal* réglera les différentes questions relatives au titre à remettre aux intéressés et au service de la rente.

Eene *wet* bepaalt onder welke voorwaarden de frontstrepen, recht gevende op de bij titel II bedoelde lijfrente, worden toegekend.

De verscheidene zaken betreffende den aan de belanghebbenden af te leveren titel en den rentedienst worden bij *koninklijk besluit* geregeld.

Le projet ainsi amendé est adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

MAURICE PIRMEZ.

Le Président,

A. MECHELYNCK.



Texte proposé par la Section centrale.

ART. 2.

Le rédiger comme il suit :

L'allocation sera de 300 francs.

ART. 7.

Le rédiger comme il suit :

Si le militaire vient à mourir après la promulgation de la présente loi et avant d'avoir reçu son allocation, celle-ci sera attribuée :

A la veuve survivante ;

A son défaut, à ses enfants ou petits-enfants dans les conditions stipulées à l'article 3 ;

A défaut de la veuve et de postérité, l'allocation sera recueillie par les ascendants les plus proches en degré.

ART. 9.

Libeller cet article comme il suit :

Cette rente sera de 100 francs par an pour le premier chevron et de 50 francs pour les autres ; elle prendra cours pour les militaires ayant un, deux, trois ou quatre chevrons à partir du jour où le militaire, en service ou ayant quitté le service, aura atteint l'âge de 55 ans.

Pour les militaires ayant cinq, six, sept ou huit chevrons, à partir du jour où le militaire en service ou ayant quitté l'armée aura atteint 50 ans.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 2.

Dit artikel te doen luiden :

Het aandeel bedraagt 300 frank.

ART. 7.

Dit artikel te doen luiden :

Komt de militair te overlijden na de afkondiging van deze wet en alvorend zijn aandeel te hebben ontvangen, dan wordt dit toegekend :

Aan de overlevende weduwe ;

Bij dezer ontstentenis, aan zijne kinderen of kleinkinderen op de bij artikel 3 bepaalde wijzen ;

Bij ontstentenis van de weduwe en van afstammelingen, wordt het aandeel opgetrokken door de naaste in graad bloedverwanten in de opgaande linie.

ART. 9.

Dit artikel te doen luiden :

De rente bedraagt 100 frank per jaar voor de eerste dienststreep en 50 frank voor de andere ; voor de militairen met een, twee, drie of vier dienststrepen loopt zij vanaf den dag waarop de militair in dienst of uit dienst den leeftijd van 55 heeft bereikt ;

Voor de militairen met vijf, zes, zeven of acht dienststrepen, vanaf den dag waarop de militair in dienst of uit dienst den leeftijd van 50 jaar heeft bereikt.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voort-
gesteld.

Pour les infirmières, la rente sera payable à l'âge de 55 ans, quel que soit le nombre de chevrons.

Voor de ziekenverpleegsters is de rente betaalbaar op den leeftijd van 55 jaar, welk het getal dienststrepren ook zij.

ART. 16.

ART. 16.

Rédiger cet article comme il suit :

Dit artikel te doen luiden :

Si l'infirmière est décédée pendant la campagne des suites de blessure ou de maladie contractée dans le service, ses enfants *jusqu'à l'âge de 18 ans* bénéficieront de la rente. Celle-ci sera toujours calculée suivant le nombre de huit chevrons.

Is de ziekenverpleegster tijdens den veldtocht aan de gevolgen van verwondingen of van in den dienst opgedane ziekte overleden, dan trekken de rente tot op den leeftijd van 18 jaar. Deze rente wordt altijd berekend naar het getal van acht dienststrepren.

ART. 25.

ART. 25.

Rédiger cet article comme il suit :

Dit artikel te doen luiden :

Une loi déterminera les conditions dans lesquelles seront attribués les chevrons de front donnant droit à la rente viagère prévue au titre II.

Eene wet bepaalt onder welke voorwaarden de frontstrepren, recht gevende op de bij titel II bedoelde lijfrente, worden toegekend.

Un arrêté royal réglera les différentes questions relatives au titre à remettre aux intéressés et au service de la rente.

De verscheidene zaken betreffende den aan de belanghebbenden af te leveren titel en den rentedienst worden bij koninklijk besluit geregeld.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 APRIL 1919.

Wetsontwerp

houdende

instelling eener begiftiging ten voordeele der strijders
van den oorlog van 1914-1918 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PIRMEZ.

MIJNE HEEREN,

De Natie heeft tot plicht haren dank te betuigen aan al de militairen die tot 's lands vrijmaking hebben meegewerkt. Deze dankbetuiging zal nooit toereikend zijn, want wie niet onder de soldaten heeft geleefd, kan zich nooit rekenschap geven van den heldenmoed, dien zij gedurende meer dan vier jaar deden blijken. Meer dan die van andere natiën hebben de Belgische soldaten geleden, want men mag niet vergeten dat zij niet de krachtige hartversterking hadden, hunne familie terug te zien en van tijd tot tijd naar huis te gaan. Het erkennenisblijk van het Vaderland kan slechts begrensd worden door de middelen, waarover de Natie zal beschikken.

Het door den Minister van Oorlog ingediend wetsontwerp heeft ten doel, die dankbaarheid op praktische wijze te bevestigen; ook werd het in al de afdeelingen goedgekeurd.

Het ontwerp omvat twee goed onderscheiden deelen. In zijn titel I verleent het eene familiebelooning aan al de militairen van lageren rang, die vóór 11 November 1918 onder de wapens waren. Deze belooning bedraagt 300 frank en daarenboven, zoo de militair gehuwd en vader is, eene som van

(1) Wetsontwerp, n^o 62.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer MECHELYNCK, bestond uit de heeren IMPÉRIALI, FIEULLIEN, DE LIEDEKERKE, TERLINDEN, PIRMEZ, LEFEBVRE.

100 frank, te storten op een Spaarkasboekje voor elk zijner wettige, geboren of nog ongebornen kinderen met uitsluiting van die, welke op den datum van 11 November 1918 den vollen leeftijd van 18 jaar hebben bereikt.

In titel II verleent het ontwerp aan de militairen van allen rang, die vóór 11 November 1918 onder de wapens waren, eene levenslange rente naar gelang van hunne frontstrepen.

Deze rente bedraagt 100 frank per jaar voor de eerste streep en 50 frank voor de overige strepen. Bij overlijden kan zij mits zekere voorwaarden overgedragen worden.

Daar de Regeering hulde wilde brengen aan de militaire ziekenverpleegsters, worden de voordeelen der wet haar toegekend om dezelfde redenen als aan de militairen.

De indeeling van het ontwerp in twee deelen is gemakkelijk te verklaren. Eenerzijds, wilde men 'slands dank betuigen aan al de militairen van lagere rang, die hunnen plicht vervulden.

Anderzijds, wilde men de militairen van alle graden beloonen, die door hunne aanwezigheid op het front hun leven bijzonder in gevaar brachten.

EERSTE ARTIKEL. — De Middenafdeeling heeft gevraagd, op welke andere voordeelen gezinspeeld werd.

Er werd geantwoord als volgt :

« Voordeelen verleend op het oogenblik der demobilisatie, andere dan die bij de wet voorzien.

« 1^o a) Voor de militairen met soldij :

« De sommen welke verschuldigd zijn gedurende het verlof met soldij, verleend aan de belanghebbenden, en waarin zijn begrepen :

« De gewone soldij, de bijkomende soldij, de vergoeding voor huisvesting en voeding, de bijzondere vergoeding in België en in het buitenland, de hooge soldij voor dienststrepen, frontstrepen en militair eereteken, bij voorkomend geval, vergoeding wegens gezinslast tot en met den dag vóór dien van het naar huis zenden of het onbepaald verlof behoudens terugroeping.

« De hooge oorlogssoldij, tot denzelfden datum verschuldigd, wordt gestort op het spaarboekje der belanghebbenden.

« b) Voor de militairen met dagloon :

« Het dagelijksch loon, de regelmatig voorziene premiën voor den belanghebbende, de hooge soldijen voor dienststrepen, frontstrepen en militair eereteken, bij voorkomend geval, de vergoeding wegens gezinslast tot en met den dag vóór dien van het naar huis zenden of het onbepaald verlof behoudens terugroeping.

» 2^o Voor de klassen 1899 tot en met 1902 : eene vergoeding van 50 frank bij het naar huis zenden; deze vergoeding wordt verhoogd met 25 frank voor elk jaar dienst in oorlogstijd. De gedeelten van jaren beneden zes maand worden niet medegerekend, die van zes maand en meer tellen voor één jaar.

» Bovengemelde vergoeding van 50 frank werd verhoogd tot 100 frank

voor de klassen 1903, 1904, 1905 en 1906. De hoogeschoolstudenten trekken die vergoeding niet.

» 3^o Het bedrag van het spaarboekje, ongeveer 400 frank, voor elken militair in het leger te veld gebleven sinds het begin der vijandelijkheden.

» 4^o Eene vergoeding van 200 frank tot aankoop van burgerkleeren.

» *Officiëren.* — Het verleen van eene vergoeding, bij het aftreden, aan de officieren na den veldtocht ligt ter studie. »

ART. 2. — De Middenafdeeling stelt voor, het te doen luiden als volgt :

L'allocation sera de 300 francs. | De belooning bedraagt 300 frank.

ART. 4. — De Middenafdeeling vroeg waarom de leeftijd van 40 jaar werd gekozen om de belooning aan de ongehuwden uit te keeren.

De Minister antwoordde :

« *Redenen der letaling op 40 jaar van de familiebelooning aan de ongehuwden.*

« De tekst van artikel 4 verklaart genoeg door welk inzicht die bepaling werd ingegeven. 't Is om eene reden van zedelijken aard dat men den datum van de eischbaarheid der belooning op 40 jaar vastgesteld heeft.

« De belooning van 300 frank is, bij het aangaan van een huwelijk vóór dien leeftijd, betaalbaar binnen ééne maand daarna. Zóó wordt die someenigzins eene soort van uitzet, waarvan het vooruitzicht den man tot trouwen kan bewegen. Blijft hij ongetrouwd, dan worden de 300 frank slechts op den leeftijd van 40 jaar betaald. Het hangt dus af van den wil van den rechtverkrijgende, het bedrag dier belooning vóór dien tijd te trekken. »

De Middelenafdeeling acht dat men 40 jaar door 35 jaar zou kunnen vervangen. Het schijnt dat, na dezen leeftijd, het vooruitzicht eener som van 300 frank geen reden kan zijn om in het huwelijk te treden.

ART. 5. — De Middenafdeeling stelde de volgende vraag :

« Waaron worden de in België gebleven ziekenverpleegsters, die gedurende den ganschen oorlog zieken hebben verpleegd, bij artikel 5 niet bedoeld?

A. — « De Regeering brengt hulde aan de toewijding dier vrijwillige ziekenverpleegsters, doch kan er niet aan denken, haar het genot van eenig crediet der begrooting te verleen. Zij bedoelt enkel de verpleegsters, voor den legerdienst ingeschreven, en niet die, welke zich aan private werken hebben gewijd. Privaat initiatief moet zijn bijzonder karakter behouden, goed onderscheiden van dat, welk aan het initiatief van den Staat wordt toegekend.

» Als inlichting deelen wij mee dat er ongeveer 750 ziekenverpleegsters in het leger zijn. »

De Afdeling vereenigt zich met deze zienswijze.

ART. 7. — De Middenafdeeling stelt voor, de laatste paragraaf te doen luiden als volgt :

A défaut de la veuve et de postérité, l'allocation sera recueillie par les ascendants les plus proches en degré.

Bij ontstentenis van de weduwe en van afstammelingen, wordt de beloning opgetrokken door de naaste in graad bloedverwanten in de opgaande linie.

Deze wijziging heeft ten doel, artikel 7 overeen te brengen met het laatste lid van artikel 6.

TITEL II.

ART. 9. — De Middenafdeeling vroeg :

Welke kapitaalsverhooging zou er noodig zijn om de uitkeering der rente wegens strepen op 50 jaar te bepalen ?

Hierop volgde dit antwoord :

Kapitaalsverhooging die noodig zou zijn om de uitkeering der rente wegens strepen op 50 jaar te bepalen.

De benaderende begrootingslasten werden berekend voor de uitkeering op den leeftijd van 50, 55, 60 en 65 jaar.

Ziehier trouwens hoe de zaak door den dienst der Spaarkas werd toegelicht :

« Om den benaderenden last, die wegens de uitvoering van dit programma het land zou bezwaren, te kunnen ramen, heeft men zekere gemiddelde grondgegevens moeten bepalen. Er werd verondersteld dat de gemiddelde rente wegens strepen 525 frank 's jaars zou bedragen en dat de tegenwoordige gemiddelde leeftijd der militairen 27 jaar bedroeg, de leeftijd der vrouw, in den regel, 2 tot 3 jaar minder zijnde.

» Zóó zou de uitkeering der persoonlijke renten gemiddeld kosten 1,680 frank, 1,150 frank, 745 frank, 445 frank per militair (ongehuwd of gehuwd), naar gelang de uitkeering zou bepaald worden op den leeftijd van 50, 55, 60 of 65 jaar. De prijs der gezinsrenten zou bedragen 1,070 frank per thans gehuwden militair.

» Neemt men die gegevens aan en bepaalt men op 200,000 het getal der militairen die recht zullen verkrijgen op de persoonlijke rente op 55 jaar, bijvoorbeeld, en op 60,000 het getal dezer, die op 11 November 1918 waren gehuwd, dan bedraagt de last uit hoofde van de renten wegens strepen :

$$1,150 \times 200,000 = 230,000,000 \text{ frank}$$

$$1,070 \times 60,000 = 64,200,000 \text{ »}$$

$$\hline 294,200,000 \text{ frank.}$$

« Tot bepaling van het juiste bedrag den storting, welke dient gedaan te worde, zou men eenen staat moeten opmaken, waarop vermeld wordt, voor elken soldaat, de datum zijner geboorte, het bedrag der te vestigen rente en, zoo noodig, de datum van de geboorte zijner vrouw.

« De gevallen der weduwnaars met kinderen zouden afzonderlijk worden behandeld. »

« De kapitaalsverhooging noodig voor de uitkeering der rente wegens strepen zou (1680-1450) 200,000, dus 106 millioen bedragen. »

Deze vraag werd opgeworpen, daar de leden van de Middenafdeeling van oordeel waren dat de leeftijd van 55 jaar te hoog is voor hen, die gedurende vier jaar al de ellende van een veldtocht in een moerachtig land en in ongezonde huisvesting moesten verduren.

Het is klaar dat vele militairen, vóór den leeftijd van 55 jaar, de gevolgen van dit harde leven zullen ondergaan. De Minister heeft voorzeker daaraan gedacht, wanneer hij het wetsontwerp indiende, doch uit hoofde van de financiële gevolgen durfde hij 50 jaar niet voorstellen.

Na deze zaak van alle zijden te hebben onderzocht, stelt de Middenafdeeling voor, het aantal strepen in aanmerking te nemen tot vaststelling van den datum der uitkeering van de rente; zij stelt voor, artikel 9 te doen luiden :

Cette rente sera de 100 francs par an pour le premier chevron et de 50 francs pour les autres. Elle prendra cours pour les militaires ayant un, deux, trois ou quatre chevrons, à partir du jour où le militaire en service, ou ayant quitté le service, aura atteint l'âge de 55 ans; pour les militaires ayant 5, 6, 7 ou 8 chevrons, à partir du jour où le militaire en service, ou ayant quitté l'armée, aura atteint 50 ans; pour les infirmes, la rente sera payable à l'âge de 55 ans, quel que soit le nombre de chevrons.

De rente bedraagt 100 frank per jaar voor de eerste streep en 50 frank voor de overige. Voor de militairen met een, twee, drie of vier strepen loopt zij vanaf den dag waarop de militair in dienst of uit dienst den leeftijd van 55 jaar heeft bereikt; voor de militairen met 5, 6, 7 of 8 strepen, vanaf den dag waarop de militair in dienst of uit dienst den leeftijd van 50 jaar heeft bereikt; voor de lichaamsgebreken is de rente betaalbaar op den leeftijd van 55 jaar, welk het getal strepen ook zij.

Dit amendement steunt op het feit dat de rampspoedige gevolgen van den oorlog zich bij den militair des te vroeger zullen doen gevoelen, daar hij meer zal geleden hebben door het ongezonde leven op het front.

Wat de ziekenverpleegsters betreft, is de Middenafdeeling van gevoelen dat de datum der uitkeering op gelijke wijze moet bepaald worden op 55 jaar, aangezien men voor haar niet kan doen gelden de ongezonde levenstoestanden, waarvan onze frontsoldaten hadden te lijden en, vroeger dan zij, de gevolgen zullen verduren.

Bij deze oplossing worden in aanmerking genomen de plichten van erkenning der Natie jegens hare bevrijders en tevens de geldmiddelen waarover zij beschikt om hare verplichtingen tegenover hen na te leven.

ART. 16. — De Middenafdeeling stelt voor, dit artikel te doen luiden :

Si l'infirmière est décédée pendant la campagne des suites de blessure ou de maladie contractée dans le service, ses enfants jusqu'à

Is de ziekenverpleegster tijdens den veldtocht aan de gevolgen van verwondingen of van in den dienst opgedane ziekte overleden, dan

<i>l'âge de 18 ans bénéficieront de la rente, celle-ci sera toujours calculée suivant le nombre de 8 chevrons.</i>		<i>trekken hare kinderen de rente tot op den leeftijd van 18 jaar. Deze rente wordt altijd berekend naar het getal van acht strepen.</i>
--	--	--

Deze wijziging wordt voorgesteld ten einde elke verkeerde uitlegging te vermijden.

ART. 21. — De Middenafdeeling heeft aan den Minister gevraagd waarom de datum van 20 Januari 1920 werd vastgesteld.

De Minister antwoordde dat het noodig was de lasten wegens de onderscheidene in het ontwerp voorziene belooningen en renten over te dragen op de begrooting voor het dienstjaar 1920.

ART. 22. — Artikel 27 der wet van 24 Mei 1838 op de pensioenen luidt :

« Art. 27. — Het recht op verkrijging of genot der militaire pensioenen wordt geschorst :

» Door de veroordeeling tot eene lijfstraf of tot eene ontterende straf, voor den duur der straf;

» Door de omstandigheden, welke de hoedanigheid van Belg doen vervallen, voor den tijd gedurende welken deze hoedanigheid is ontzegd ;

» Voor de officieren, door het verblijf buiten het Rijk, zonder de machtiging des Konings (1) ».

ART. 23. — De Middenafdeeling wenschte kennis te nemen van het koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden gesteld voor het verleen van de frontstrepen die recht geven op de in titel II voorziene levenslange rente; zij is immers van oordeel dat de voorwaarden niet bij koninklijk besluit dienen te worden bepaald, doch door de wet moeten voorgeschreven worden. Ongetwijfeld zal dit koninklijk besluit aanleiding geven tot menige bespreking en misschien zou het de Middenafdeeling hebben toegelaten, het bedrag der renten te wijzigen naar gelang het koninklijk besluit eene min of meer ruime strekking voor het toekennen der strepen hebben zou.

Anderzijds, zouden latere koninklijke besluiten van den geest der huidige wet niet mogen afwijken door strepen toe te kennen, derwijze dat geen voldoende scheidingslijn wordt getrokken tusschen hen, die werkelijk aan den veldtocht hebben deelgenomen op de meest gevaarlijke posten, en hen, die zulks niet deden.

Ondanks hare vragen konde Middenafdeeling geen kennis krijgen van het te verwachten koninklijk besluit.

(1) Krachtens de wet van 7 Maart 1867, is thans dit laatste lid slechts van toepassing op de gepensioneerden die tot gevangenisstraf werden veroordeeld.

Onder deze omstandigheden stelt de Middenafdeeling voor, artikel 23 te doen luiden :

Une loi déterminera les conditions dans lesquelles seront attribués les chevrons de front donnant droit à la rente viagère prévue au titre II.

Un arrêté royal réglera les différentes questions relatives au titre à remettre aux intéressés et au service de la rente.

Eene *wet* bepaalt onder welke voorwaarden de frontstrepen, recht gevende op de bij titel II bedoelde lijfrente, worden toegekend.

De verscheidene zaken betreffende den aan de belanghebbenden af te leveren titel en den rentedienst worden bij *koninklijk besluit* geregeld.

Het aldus gewijzigd ontwerp wordt met algemeene stemmen aangenomen.

De Verslaggever,

MAURICE PIRMEZ.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling
voorgesteld.

ART. 2.

Le rédiger comme il suit :

L'allocation sera de 300 francs.

ART. 2.

Dit artikel te doen luiden :

De belooning bedraagt 300 frank.

ART. 7.

Le rédiger comme il suit :

Si le militaire vient à mourir après la promulgation de la présente loi et avant d'avoir reçu son allocation, celle-ci sera attribuée :

A la veuve survivante ;

A son défaut, à ses enfants ou petits-enfants dans les conditions stipulées à l'article 3.

A défaut de la veuve et de postérité, l'allocation sera recueillie par les ascendants les plus proches en degré.

ART. 7.

Dit artikel te doen luiden :

Komt de militair te overlijden na de afkondiging dezer wet en alvorens zijne belooning te hebben ontvangen, dan wordt zij toegekend :

Aan de overlevende weduwe ;

Bij dezer ontstentenis, aan zijne kinderen of kleinkinderen op de bij artikel 3 bepaalde wijzen.

Bij ontstentenis van de weduwe en van afstammelingen, wordt de belooning opgetrokken door de naaste in graad bloedverwanten in de opgaande linie.

ART. 9.

Libeller cet article comme il suit :

Cette rente sera de 100 francs par an pour le premier chevron et de 50 francs pour les autres ; elle prendra cours :

1° Pour les militaires ayant un, deux, trois ou quatre chevrons, à partir du jour où le militaire, en service ou ayant quitté le service, aura atteint l'âge de 55 ans ;

2° Pour les militaires ayant cinq, six, sept ou huit chevrons, à partir du jour où le militaire en service ou ayant quitté l'armée aura atteint 50 ans.

ART. 9.

Dit artikel te doen luiden :

Die rente bedraagt 100 frank per jaar voor de eerste streep en 50 frank voor de overige ; zij loopt :

1° Voor de militairen met een, twee, drie of vier strepen, vanaf den dag waarop de militair in dienst of uit dienst den leeftijd van 55 jaar heeft bereikt ;

2° Voor de militairen met vijf, zes, zeven of acht strepen, vanaf den dag waarop de militair in dienst of uit dienst den leeftijd van 50 jaar heeft bereikt.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Pour les infirmières, la rente sera payable à l'âge de 55 ans, quel que soit le nombre de chevrons.

Voor de ziekenverpleegsters is de rente betaalbaar op den leeftijd van 55 jaar, welk het getal strepen ook zij.

ART. 16.

ART. 16.

Rédiger cet article comme il suit :

Dit artikel te doen luiden :

Si l'infirmière est décédée pendant la campagne des suites de blessure ou de maladie contractée dans le service, ses enfants jusqu'à l'âge de 18 ans bénéficieront de la rente. Celle-ci sera toujours calculée suivant le nombre de huit chevrons.

Is de ziekenverpleegster tijdens den veldtocht aan de gevolgen van verwondingen of van in den dienst opgedane ziekte overleden, dan trekken hare kinderen de rente tot op den leeftijd van 18 jaar. Deze rente wordt altijd berckend naar het getal van acht strepen.

ART. 23.

ART. 23.

Rédiger cet article comme il suit :

Dit artikel te doen luiden :

Une loi déterminera les conditions dans lesquelles seront attribués les chevrons de front donnant droit à la rente viagère prévue au titre II.

Eene wet bepaalt onder welke voorwaarden de frontstrepen, recht gevende op de bij titel II bedoelde lijfrente, worden toegekend.

Un arrêté royal réglera les différentes questions relatives au titre à remettre aux intéressés et au service de la rente.

De verscheidene zaken betreffende den aan de belanghebbenden af te leveren titel en den rentedienst worden bij koninklijk besluit geregeld.